

LE PEUPLE BRETON

0,60

UDBN

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

LE MOUVEMENT FLAMAND

(VOIR ARTICLE P. 3)

« ALLONS ENFANTS... »

La Bretagne a donc eu l'honneur d'accueillir divers éléments de l'armée française, venus jouer aux godailleries et aux voleurs près de Guingamp. Comme le précise un annonceur de "Télé-Bretagne" le soir du dernier jour, ces "grandes manœuvres" se déroulent sous le signe de l'austérité, et on vit les opérations se dérouler... sans heurts plus vite que prévu, sans d'économiser l'essence. Avant de renvoyer les troupes dans leurs casernes, il fut décidé d'organiser à Rennes une grande parade, fort peu économique, il est vrai, mais destinée à attirer l'attention des jeunes sur "leur" armée.

Le ministre Messmer se lança lui aussi dans des manœuvres, et adressa au recteur d'académie une circulaire dans laquelle il craignait de voir les cours scolaires perturbés par les bruits des fanfares et estimait préférable de mettre les élèves en vacances. Quand on sait que la plupart des établissements scolaires de Rennes se trouvent à bonne distance du centre de la ville, on ne peut s'empêcher de sourire aux craintes du ministre. Celui-ci dut probablement s'apercevoir que sa conscience professionnelle allait trop loin, et il expédia une deuxième circulaire où cette fois il insistait sur l'excellente impression que la revue ne manquerait pas de produire sur les enfants; ils verraient leur patriotisme grandi par ce beau spectacle.

M. le Recteur d'académie s'empressa alors d'adresser à tous les établissements secondaires de la ville un avis annonçant que les cours du mercredi matin 14 octobre seraient facultatifs pour permettre aux élèves d'assister à la revue. De plus, certaines écoles se voyaient dans l'obligation d'y envoyer une délégation. Dans un lycée, dit-on, des militaires vinrent distribuer des drapeaux tricolores.

Cette décision rectorale, pour le moins surprenante, eut pour conséquence de provoquer des réactions chez les syndicats d'enseignants, qui, les uns après les autres, publièrent des communiqués de protestation. Quand on pense que le coût d'un nouveau bombardier prototype avec son équipement égale le salaire annuel de 250 000 instituteurs, ou encore le prix de trente facultés des sciences (1), on regrette que les protestations demeurent sur le papier.

A Brest, alors que le même ministre "présidait" aux cérémonies de départ de deux "navires écoles" (sic), 6 000 manifestants (ouvriers de l'arsenal, paysans) ne se sont pas contentés d'une motion. Descendus dans la rue, ils ont réduit au néant le local du parti du néant, l'U.N.R.

Pauvre université de Rennes, qui voit son recteur encourager la propagande militariste. Quand les enfants des écoles s'en vont deux par deux regarder défilier les canons, on sait où cela mène...

R. D.

(1) Courrier de l'U.N.E.S.C.O., novembre 1964, p. 15.

LE COMMERCE ET LECLERC

Un Breton de Landerneau, Edouard Leclerc, fait parler de lui et de ses idées depuis plusieurs années. C'est qu'il s'est attaqué à l'une des plaies de l'économie capitaliste fondée sur le profit : le problème de la distribution.

Reconnaissons qu'il faut un certain courage pour se livrer à un pareil assaut, dans un pays où le nombre de commerçants, petits et gros, ont été à l'origine de la vague postjudiciaire et de ses excès. Il faut la foi pour cela. E. Leclerc l'a. Ancien communiste, vaguement pénetré de l'idée de sa « mission », l'épicier de Landerneau croit en ses idées. Mais que sont-elles ?

DES BONNES IDÉES

A défaut d'un livre substantiel et clair ou serait exposée une doctrine cohérente, nous n'avons pour juger des « idées » de E. Leclerc qu'une prose aussi abondante que diverse. S'exprimant au début par voie de communiqués de presse et de conférences publiques, M. Leclerc a adopté depuis un certain temps le système des circulaires-tracts, diffusés essentiellement dans l'Ouest de la Bretagne. Ainsi la circulaire n° 8, imprimée à P.A.M. (Brest) serait tirée à 300 000 exemplaires. Comme on le voit, les moyens mis en œuvre sont à la mesure de la conviction de E. Leclerc.

Le grand public qui se perd un peu dans le jeu des communiqués, circulaires et contre-communicés retient surtout une chose : « chez Leclerc, la boîte de petits pois coûte 15 anciens francs de moins que chez Machin ». Et la menagère va « chez Leclerc » tout naturellement, car les ressources des familles modestes ne sont pas telles qu'elles puissent se livrer à la réflexion politico-économique avant de procéder à leurs achats.

Et c'est là la grande force de E. Leclerc. Il a remis en faveur une notion trop oubliée : le commerçant est au service du client et non le client à celui du commerçant. Partant, le but d'une distribution bien organisée doit être de proposer des produits au prix minimum possible et non de permettre les super-profits d'une minorité.

Il est certain qu'on ne peut être que d'accord avec E. Leclerc lorsqu'il proteste contre les bénéfices abusifs qui grèvent catastrophiquement les prix de vente. Une réduction de nombreuses marges bénéficiaires amènerait une sensible baisse générale du coût de la vie. Ce n'est un secret pour personne que certaines industries travaillent sur la base de profits égaux ou supérieurs à 100%. C'est un scandale et il doit cesser.

De même en montant ses centres de distribution avec le minimum de moyens matériels, E. Leclerc réagit à juste titre contre les excès de luxe de certaines grosses entreprises commerciales. Qu'on ne s'y trompe pas ! C'est le client qui paye ce luxe, destiné avant tout à le séduire, à l'éblouir, à diminuer sa faculté critique de choix... Sans tomber dans le « magasin-crèche-à-cochons » on peut concevoir un juste milieu fait de sobriété et de con-

fort — notamment pour les employés de grand magasin...

LES DÉVIATIONS

Mais E. Leclerc n'en est pas resté là ! Après avoir dénoncé des abus flagrants comme le trust parasite constitué par les mandataires parisiens des halles qui, sans aucun apport productif, enlèvent les prix par une spéculation menée à leur seul profit, comme les graves déviations de l'esprit coopératif pratiquées dans certaines grandes entreprises agricoles (1), E. Leclerc à son tour dévie...

De tout temps l'action de l'épicier de Landerneau a présenté de curieux aspects. Il y a quelques années, Leclerc dénonçait les trusts des halles parisiennes, au cours d'une réunion publique à l'ancienne faculté de droit de Rennes. Bon sujet, bonnes idées, mais le syndicat étudiant U.N.E.F. n'affirmait-il pas que le conférencier accompagnant E. Leclerc était un collaborateur de l'équipe fasciste de « Jeune Nation » ? De même, E. Leclerc reconnaît que le 24 septembre 1964, il était « invité en Espagne pour étudier les problèmes de distribution ». Hum ! Invité par qui, dans l'Espagne fasciste de Franco ?

Nul n'ignore l'appui discret mais efficace fourni par l'Élysée aux expériences de Leclerc. Encore un parrainage qu'il eut mieux valu éviter... On n'oubliera pas vite que E. Leclerc, en septembre, reprocha beaucoup à la C.F.T.C. et aux autres syndicats ouvriers de vouloir avant tout s'attaquer au régime gaulliste ! Ou serait le mal, s'il-vous-plait ?

Les critiques violentes d'E. Leclerc contre l'action des syndicats paysans et ouvriers sont empreintes d'une grande démagogie. Leur résultat le plus clair serait de diviser les travailleurs, en ressuscitant la vieille opposition ouvriers-paysans qui a toujours servi le grand capital, les patrons et les très gros propriétaires agricoles ; de servir le régime en évitant que les couches populaires — occupées à se déchirer entre elles — ne mettent en accusation une politique réactionnaire appuyée sur les monopoles et les hautes classes de l'administration et de la finance.

Ces déviations obligent à refuser tout appui à Leclerc qui, volontairement ou non, est utilisé pour servir une politique qui n'a rien à voir avec la réforme des circuits commerciaux.

AVIS AUX ELECTEURS BRETONS

Un devoir s'impose aux électeurs bretons, agriculteurs ou non, lors de toutes les prochaines consultations électorales : sortir les "députés" qui ont eu le lâcheté d'approuver un gouvernement dont ils savent que la politique, et particulièrement la politique agricole, tend à vider la Bretagne de sa population et à réduire notre pays à l'état de réserve touristique pour Parisien en mal de pittoresque. Les "députés" suivants ont voté pour le gouvernement lors du débat sur la motion de censure en matière agricole (les mêmes avaient d'ailleurs approuvé le budget l'an dernier et approuveront celui de 1965 sans aucun doute...) :

COTES-DU-NORD : Richet.

FINISTÈRE : Caill, Evrad, Le Goasguen, Miossec, Mme Ploux, de Poulpique.

ILLE-ET-VILAINE : Bourges, Le Douarec, Renouard.

LOIRE-ATLANTIQUE : Dassie, Hunault, Litoux, Macquet, Rey, Richard, de Semailsons.

MOR-BIHAN : Bardet, Laudrin, Marcellin.

DES ERREURS

Mais il y a plus grave. Le problème extrêmement complexe de la distribution moderne des biens de consommation est complètement faussé par l'a priori d'E. Leclerc qui n'entend nullement mettre en cause les fondements même de l'économie capitaliste de profit. Et on arrive à cette aberration de voir ce « serviteur des consommateurs » se faire huer par ses propres employés réclamant le droit au syndicalisme et des salaires décentes (2).

De même, restant au plan d'une expérience limitée, dans un contexte capitaliste (qui permet justement à sa tentative un succès partiel), Leclerc peut difficilement répondre — à propos de la crise du lait, par exemple — à l'argument suivant, énoncé par la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère : « La Fédération des exploitants fait savoir que quiconque serait susceptible de

(Suite page 4)

(1) Le Peuple breton (n° 9) a évoqué ce problème, à propos de la vente des pommes de terre dans la région bigoudenne.

(2) E. Leclerc n'a jamais répondu, dans ses "circulaires", aux cris de ses employés à Brest : « Leclerc, nos salaires ! Nos salaires ! ».

LECLERC...

(Suite de la page 1)

la mesure où il ne s'agirait pas de quelques centaines de litres sans incidences sur le marché, mais de quelques centaines de milliers de litres.

Leclerc accuse les agriculteurs de démagogie, mais les consommateurs doivent savoir que les quelques milliers de litres de lait qu'il râla sur les routes finistériennes pour briser la grève des producteurs, étaient du lait en vrac, non réfrigéré, provenant d'étables non patentées et non autorisées à vendre du lait cru. Ce lait a été commercialisé dans des conditions en contradiction flagrante avec ses règlements sanitaires garantissant la santé des consommateurs.

D'ailleurs, toute démagogie mise à part, Leclerc brise-t-il vraiment tous les prix ? Sa « révolution » porte-t-elle sur la réduction des marges quand on voit dans ses centres la vente de « pommes-chips » sur la base de 8,90 F le kilo quand la pomme de terre vaut quelques centimes le kilo au départ ?

Les agriculteurs posent d'ailleurs une autre question pertinente : « La Fédération des exploitants agricoles aimerait savoir ce que touche le marin-pêcheur sur le prix de vente d'une boîte de six sardines à 1,95 F ».

DEMAIN LECLERC ?

Il est évident que l'expérience de Leclerc est faussée par de trop nombreuses données, pour entraîner l'adhésion totale de bonnes idées, une certaine générosité, contrariées par un romantisme messianique, une incohérence pratique, un « apolitisme » réactionnaire, composent une théorie qui n'est pas une doctrine.

commercialiser le lait sur une base de prix à la production, même inférieur à 60 anciens francs, peut s'adresser à elle dans

Ce n'est pas en disputant démagogiquement quelques centimes aux producteurs agricoles que Leclerc améliorera le sort des ouvriers. Des salaires décentés, une réduction des horaires de travail sans diminution de traitement auraient une action autrement sensible sur le niveau de vie des travailleurs.

Quant au problème de la distribution lui-même, toutes les tentatives pour réduire les circuits de vente, pour baisser les prix ne peuvent être qu'allopatrices et provisoires si l'on ne met pas en question le principe même de l'économie libérale-capitaliste dont la logique est l'accroissement constant des profits et ceci malgré tous les Leclerc du monde.

Sur le plan idéologique, il est vrai que l'« épicier de Landerneau » a raison lorsqu'il pense que l'avenir du syndicalisme est la prise du pouvoir économique et l'organisation de ce pouvoir.

La où il a tort, totalement tort, c'est lorsqu'il oppose une telle conception du syndicalisme avec un « syndicalisme politique ». Définir ainsi la politique, séparée de la vie réelle d'un pays, c'est adopter une des formules favorites des théoriciens de droite, une idée éminemment réactionnaire.

Demain la distribution ne sera pas faite de centres Leclerc dans une Europe libérale super-gaulliste, ayant abandonné à quelques « hommes providentiels » sa direction politique. Elle sera celle de la distribution moderne, intégrée dans une société de travailleurs producteurs-consommateurs, responsables du pouvoir économique et politique, à tous les niveaux.

R. L.

Entre Les Lignes

Le gouvernement désigne tous les trois ans neuf agriculteurs pour siéger au Conseil de direction du F.O.R.M.A. ; le renouvellement est par conséquent un Journal officiel et on a été étonné de constater que M. Alexis Gourvennec n'avait pas vu son mandat renouvelé... Etienne n'est peut-être pas le terme qui convient car on se doute bien que, un jour ou l'autre, le jeune dirigeant du Léon devrait payer son franc-parler et son courage. En tout cas, la Bretagne n'a plus aucun représentant à cet organe important.

(LA VIE BRETONNE, octobre 1964.)

Voilà sans doute pourquoi le C.E.L.I.B. nouveau-stylé (depuis Brest), continue à faire confiance au gaullisme et que la même Vie Bretonne titre fièrement en page 2 du même numéro : « Collaboration étroite avec la Commission de développement économique régional ».

Récemment, M. Messmer, ministre des Armées, sejourant dans le Mor-Bihan, se serait ému d'entendre du breton à la T.V. régionale (comme si la défense nationale était en danger !) et aurait demandé des

explications à la direction régionale... On voit que la vieille hostilité de Paris contre notre langue n'a pas désarmé. Récemment, la presse « régionale », toujours complaisante, a publié une touchante photo de Mme Messmer déguisée en « fous-ferrants ». Comment nos « braves » et « fidèles » Bretons ne s'extasieront pas devant tant de bonté, de simplicité et d'amour de la Bretagne ?

(BREIZ, novembre 1964.)

Pourquoi ne pas nommer les journaux qui nous ont ainsi donné (à la première page) cette bécaissade ministérielle et féminine ? Il s'agit d'Ouest-France et de son complice La Bretagne à Paris.

AGRANDISSEMENTS GÉANTS

Erwan Guéméré

PHOTOGRAPHE

Grand choix d'appareils

18, bould de Kerguelen - Quimper

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

— Rejetons la mendicité, ne comptons pas trop sur la philanthropie... Chacun le sait : quémener amoillit le caractère. La terre promise à un pays où nous pourrions nous permettre de parler notre langue, d'enseigner notre langue et de chérir notre culture, ayant notre accent propre et nos institutions personnelles, sans être pour autant méprisables. Ou nous pourrions enfin vivre libres et mourir en paix sur le sol de nos pères sans connaître l'incertitude de l'avenir ou le déracinement de l'exil — Y. A. M., Brest.

— Pour reprendre ma lettre du mois dernier, au sujet du problème noir américain que vous abordez dans le n° 10 du Peuple breton, je crois que la solution n'est pas liée aux droits des individus noirs et c'est pourquoi l'intégration forcée des Noirs dans la population blanche provoque une aggravation du racisme, notamment chez les prolétaires blancs. Voilà où même une approche abstraite — bien latine et bien digne d'une certaine gauche française — d'un problème où les hommes sont considérés comme des hommes-en-soi.

La réaction raciale, mais non pas forcément raciste, de Malcolm X (qui, soit dit en passant, a rarement été condamné par la gauche révolutionnaire) était insupportable pour nous deux. En elle la seule possibilité d'aboutissement. Il est malheureusement certain que la violence sera nécessaire et de toute façon aucune issue pacifique n'existe au problème, fruit de l'exploitation de l'homme noir par l'homme blanc... donner aux Noirs une terre et des richesses. Le fait que le Bill of Civil Rights vient de donner aux individus noirs des droits utopiques, y compris celui de s'enrichir et de devenir président de l'Etat le plus puissant du monde (pourquoi pas puisque c'est seulement sur le papier et que cela les calmera... momentanément ?) aura le mérite de stabiliser le problème et d'obliger à chercher autre chose. Alors grouper les Noirs dans quelques états ? En effet, mais cela ne se fera pas sans mal.

Le Blanc veut bien aujourd'hui octroyer au Noir l'égalité individuelle théorique, précisément parce que cela ne modifiera rien d'essentiel. Ce parc de 190 000 000 d'habitants dont 19 000 000 de Noirs compte entre 30 000 000 et 40 000 000 de pauvres, c'est-à-dire de gens dont l'économie capitaliste n'a pas besoin et qu'elle entretient par de misérables indemnités, et bien entendu, quel que soit son statut, le Noir a 99 % de chances d'être un de ces prolétaires irresponsables que l'on subventionnera juste assez pour qu'il ne retrouve pas la dignité humaine dans la révolte — du moins, l'espère-t-on.

Demain, face à la violence, le Blanc consentira à donner à ces rebelles ingouvernables, un coin de terre, le lopin du pauvre bien entendu. Au lieu de subventionner la misère noire éparpillée dans les 50 Etats et notamment dans tous les grands centres urbains, les dirigeants préféreront les parquer dans des réserves, comme cela leur a si bien réussi avec la première race qu'ils ont spolée puis supprimée : les Indiens. Bien entendu aucun leader noir n'acceptera cela.

La solution apartheid est plus sousemise encore : les Noirs vivent à part, notamment à proximité des villes industrielles où les Blancs veulent bien les employer aux heures de travail et aux conditions les plus « étudiées » pour le plus grand profit du capital. Le Noir n'a pas d'ouïe pas plus que l'argent, dès lors qu'il travaille à enrichir le Blanc, mais dès qu'il veut vivre sa vie individuelle aux heures de repos, hors du chantier, il est intolérable qu'il souille l'air des Blancs et... on le parqua.

Cette « solution », fautive d'ailleurs, n'a aucune chance d'être appliquée aux U.S.A. où les conditions économiques et démographiques sont totalement différentes de celles d'Afrique du Sud.

Alors, où est la solution équilibrée et réaliste ? L'intégration n'est pas réaliste : le Blanc en devient raciste. Elle n'est pas non plus équilibrée : le déséquilibre dans la répartition des richesses restera monstrueux. L'apartheid permettrait l'exploitation économique sans pour cela donner la moindre compensation au Noir. L'affrontement quotidien ne peut que dégénérer en violences nouvelles. Restent deux possibilités : le Come back et la nationalisme.

La première prône le retour en Afrique ; peu réaliste avec des déracinés qui sont trop améri-

cainisés pour s'intégrer aux communautés indiennes moins évoluées d'Afrique et être acceptés d'elles. L'idée même a beaucoup vieilli.

Le nationalisme noir sur des terres américaines assez riches pour permettre un développement économique et politique constitue la solution difficile, lointaine peut-être, mais la seule solution de sagesse.

Inutile de dire que l'espoir des théoriciens de la gauche française qui depuis des décades attendent une conjonction des prolétaires de toutes races contre le capitalisme relève de l'utopie ; le plus abstrait et n'a aucune chance de se réaliser, si ce n'est précisément par le biais d'une solution nationale.

Ajoutons pour terminer que ce problème est à l'échelle de la République américaine toute entière. Il ne peut exister aucune solution locale. La guerre civile de 1861 est la meilleure illustration de cette vérité. Goldwater escamote le problème en proposant que chaque Etat promette les mesures qu'il désire... Le problème était local au XIX^e siècle. Il l'est de moins en moins dans le cadre d'une économie de libre exploitation de l'homme et d'une république de déracinés. La sagesse serait que tous comprennent qu'il faut le localiser à nouveau puis ensuite... décoloniser ! (Rennes.)

— Je lis toujours avec plaisir Le Peuple breton. On y trouve au moins du dynamisme et de la foi. Continuez ainsi. Une critique amicale toutefois. On sent que cela est fait pour des jeunes presque exclusivement. Cela est bon certes, mais hélas ! Et ce sont les « vieux » qui ça peignent ! Et tel qu'il est Le Peuple breton ne les incite pas à mettre la main au portefeuille. L'imagine sans peine qu'elle doivent être vos difficultés de trésorerie, mais votre équipe n'en a que plus de mérite. (Plozévet.)

— La lettre signée C. F. (Dournevez), publiée dans votre dernier numéro, m'a bien amusé. Dire que les Bretons sont à 80 % partisans des thèses fédéralistes de l'autour est certainement prendre le rêve pour la réalité. On s'est tellement évertué à nous tenir dans l'ignorance de tout ce qui est différent du régime français, nous avons dû disposer de moyens d'investigation exceptionnels pour découvrir ce que c'est qu'un régime fédéral et qu'il fonctionne dans d'autres pays. La masse bretonne est trop soigneusement tenue dans l'ignorance de son histoire pour savoir encore qu'elle en a possédé l'équivalent. Ce qui n'empêche qu'elle veut une solution à ses problèmes et n'est plus disposée à l'attendre dans des délais indéfinis. De sorte qu'il lui est beaucoup plus facile de concevoir une solution radicale mais simple (dont le journal et la radio lui apprennent plusieurs fois par an qu'elle vient de se réaliser ailleurs) que d'imaginer les rouages savants d'un système fédéral.

Une autre donnée d'ailleurs commande l'issue. La thèse du fédéralisme est subdite pour l'esprit ; mais se heurte à une donnée de fait très précise que tous ses tenants oublient : c'est qu'elle suppose un double consentement et que, du côté français, on n'en veut pas... Bien sûr, il y a quelques esprits clairvoyants qui, il y a dix ans disaient : « Faites un régime fédéral ; sinon vous perdez l'Algérie et, peut-être la Bretagne ». Seulement ils prêchant dans le désert. L'Algérie a été perdue, comme toute l'Afrique. (Soit dit en passant, C. F. me fait bien rire avec sa « communauté française », dont il est impossible de sortir... Dans quel sens aujourd'hui les Sénégalais, les Mauritaniens, et tutti quanti qu'on avait mis avec tant de cérémonie dans cette communauté française ?) Mais ceux qui détiennent les rênes, le gouvernement, l'administration sont fermement résolus à ne pas abandonner un iota de leur omnipotence. J'ai eu un Dournevez le triste avantage d'être à Paris et de travailler dans un ministère (hélas !). Je ne peux avoir aucune illusion : pour que les administrations centrales françaises se résignent à appliquer une constitution fédérale, même si le Parlement l'avait votée, il faudrait un cataclysme pour les faire voler en éclats et les obliger à repartir complètement à neuf.

Par ailleurs, ne rêvons pas : aucun régime fédéral ne nous permettra jamais de faire notre tarif douanier à nous ou de ne pas participer à une guerre que le gouvernement fédéral aura décidé. — M. K., Paris.

MEUBLES COUTURIER

QUIMPER Tél. 384 KERSALÉ Tél. 24-86 SAINT-GWENOLÉ Tél. 11

ANCIENS ETABLISSEMENTS BERNES-CHENADEC

PRIX CHOIX QUALITÉ

A LA LANTERNE !

Maryvonne Duparc est une Bretonne, native de Saint-Brieuc. Après sa seconde place aux Jeux Olympiques de Tokio, une équipe de l'O.R.T.F. régionale s'est présentée dans la cour de l'école Berthelot dont elle fut l'élève. Les T.V. men y firent un leçon de gymnastique, devant un lot impressionnant de baraques qui ornent la cour de cet établissement. Le soir, sur le petit écran, aucune baraque n'apparut. A

leur place, un magnifique portique, qui n'a jamais existé dans cette école exigüe, où il n'y aurait d'ailleurs pas la place pour le mettre. On l'a probablement emprunté à un stade de la ville et projeté en surimpression pour faire bien... Voilà l'œuvre de la télévision française en Bretagne. Bravo les menteurs de l'O.R.T.F., avenue Janvier, à Rennes !

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — La rentrée au collège technique de Saint-Brieuc s'est effectuée dans des conditions difficiles. M. Grandmire, directeur du lycée, et M. Le Foll, directeur des études, ont déclaré que, cette année, 50 % des candidatures en seconde avaient été écartées. Soixante élèves seulement sur deux cent vingt ont trouvé place en première C.E.T. commerciale, soit 27 % des candidats. Deux cents jeunes gens en tout ont ainsi été écartés des portes de l'école, faute de place.

Toujours à Saint-Brieuc, à l'appel de la section départementale du S.N.I., près de 1 000 instituteurs et institutrices des Côtes-du-Nord ont manifesté, jeudi 15 octobre, contre la suppression de classes, pour la création de postes budgétaires en rapport avec les besoins. Après le meeting, les enseignants se sont rendus à la préfecture pour y déposer une motion de protestation.

FINISTÈRE. — A Brest et à Morlaix ont eu lieu de grandes manifestations avec plusieurs milliers de paysans et d'ouvriers, pour protester contre la politique agricole du gouvernement. Outre les sénateurs, seuls deux députés assistaient aux manifestations et avaient signé le manifeste du syndicat agricole : MM. Orvoën et Tanguy-Prigent.

Une importante manifestation de paysans, ouvriers et commerçants s'est déroulée à Quimper le 24 octobre. On y a énergiquement

réclamé la loi-programme pour la Bretagne.

ILLE-ET-VILAINE. — On a appris que M. André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., le plus modéré des syndicats ouvriers, avait fait une déclaration, largement diffusée par la radio et la presse aux ordres, hostile à la grève du lait des agriculteurs. Basement démagogique et cherchant à ranimer la vieille hostilité ville-campagne, qui a fait tant de mal aux travailleurs des champs comme des usines, cette prise de position a été haieusement désavouée par l'Union départementale F.O. d'Ille-et-Vilaine, qui doit être félicitée pour sa réaction d'union.

LOIRE-ATLANTIQUE. — La rentrée dans l'enseignement primaire a été difficile, particulièrement au groupe scolaire Petit-Chantilly à Orvault. La situation est surtout critique dans les classes de maternelle. Trois institutrices pour deux cents enfants. Cinquante enfants ont été installés dans la salle réservée aux jeux, qui fait aussi fonction de... préau. Un quatrième poste d'institutrice a été demandé sans succès. Dans l'ensemble du département, trente poste d'institutrices font défaut.

MOR-BIHAN. — Les travailleurs de l'arsenal de Lorient ont fait grève pour leurs revendications et aussi pour conserver les avantages statutaires acquis et menacés. Ils ont défilé sous la pluie en ville après un puissant meeting.

CONSERVES & MARÉES

Spécialités de langoustines et crustacés, sardines, thon, maquereaux, etc.

ALAIN FURIC et FILS

LE GUILVINEC (Sud-Finistère) - TÉL. 0-14